Politique, autorité et pandémie

Politics, Authority and the Pandemic

Ilán Bizberg

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14743>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.14743](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14743)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Ilán Bizberg, « Politique, autorité et pandémie », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 23 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14743> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14743>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

UN MONDE EN TRANSFORMATION

La mondialisation face à la crise;
l'impact de la COVID-19 sur la gouvernance globale

21 experts se prononcent

Hors-série | Novembre 2021

Couverture et montage

Mise en page et graphisme

Catherine Saint-Onge
saintonge.catherine91@gmail.com

POLITIQUE, AUTORITÉ ET PANDÉMIE

Ilan Bizberg

Professeur, El Colegio de México

« Alors que la force annule la liberté, l'autorité la préserve »

L'une des œuvres les plus citées au cours de ces derniers et terribles mois fut celle d'Hannah Arendt, et pour cause. Sa pensée nous permet de comprendre pourquoi certaines formes de gouvernement parviennent à lutter contre la crise sanitaire, tout en préservant les principes démocratiques et de liberté ; c'est-à-dire, qui réussissent à protéger la vie elle-même, sans sacrifier la vie politique. Arendt définit la politique comme une action « d'en bas » qui ne répondent pas au prince ou au système, comme le pensaient Machiavel et Foucault. Pour elle, la politique est un pacte entre un groupe de personnes à la recherche d'un projet commun, une alliance qui établit une communauté sans cesse renouvelée par un plébiscite quotidien, comme l'affirmait Ernest Renan sur la nation. Une vision radicalement différente de l'idée du pouvoir

comme quelque chose à conquérir et à préserver coûte que coûte. Par conséquent, pour cette auteure, le concept principal de la théorie politique n'est pas le pouvoir, la force, la violence, la guerre, même pas la légitimité, mais l'autorité.

La philosophe la plus importante du XX^e siècle définit l'autorité sur la base de deux attributs : premièrement, elle n'est pas le résultat, ni de la force ni de la conviction ; deuxièmement, alors que la force annule la liberté, l'autorité la préserve. Cela signifie que lorsque les citoyens considèrent le gouvernement comme le leur, quand ils lui font confiance, il n'est pas nécessaire de les convaincre de l'exactitude des mesures à prendre, celles-ci sont acceptées, pour ainsi dire automatiquement, en tant qu'elles proviennent d'un gouvernement avec lequel ils ont un contrat. Au contraire, quand l'autorité manque, tout est remis en cause, et il faut,

soit convaincre la population par des arguments, soit utiliser la peur ou la force. Enfin, Arendt nous rappelle que plus on a recours à la force, plus la liberté diminue, et l'autorité elle-même en pâtit. Un gouvernement qui utilise la coercition requiert de plus en plus de la force ; comme en témoignent les régimes autoritaires qui ont tendance à se durcir.

Lorsque les idées d'une auteure sont si pertinentes pour un moment particulier de l'histoire, c'est qu'elles permettent de clarifier le présent. Et, en effet, la conception arendtienne de la politique décrit bien le caractère des gouvernements qui ont le mieux réussi à enrayer la crise sanitaire et qui sont, pour la plupart, dirigés par des femmes. Le magazine *Time* établit un classement des onze pays les plus performants dans la crise actuelle : cinq d'entre eux sont gouvernés par des femmes ; une proportion étonnante si l'on considère la minorité absolue des pays du monde qu'elles dirigent. Les gouvernantes ont fondé leur action contre l'épidémie sur l'autorité, sur un sentiment d'appartenance à un projet commun et sur la conviction que le gouvernement représente pleinement ce projet.

Angela Merkel (Allemagne), Jacinda Ardern (Nouvelle-Zélande), Tsai Ing-wen (Taïwan), Erna Solberg (Norvège), Sanna Marin (Finlande), Mette Fredriksen (Danemark), et Katrín Jakobsdóttir (Islande), dirigent les pays qui ont imposé le moins de restrictions pour lutter contre le coronavirus. Nul sauf-conduit n'était requis pour sortir de chez soi, aucune menace d'amende ou arrestation n'était annoncée ; encore moins, l'usage de drones ou d'appareils de reconnaissance faciale n'était

mis en place pour surveiller les citoyens. Dès le commencement de la crise, la dirigeante a expliqué la situation sans avoir recours à d'artifices pour tenter d'en diminuer la gravité ; fit preuve d'empathie envers ses citoyens, et appela à la responsabilité commune et à la participation volontaire afin de mettre fin à l'épidémie. Encore plus cruciale, elle exposa la primauté absolue de la vie ; l'économie ne fut guère mentionnée dans ses discours les plus marquants.

Dans la gestion de la crise, les gouvernements autoritaires et populistes ont caché ou faussé les informations concernant la gravité de l'épidémie, une action qui éroda de façon permanente la confiance de la population et, dans le cas du populisme, l'efficacité des mesures prises. Au contraire, dans les cas que nous décrivons, la gravité de la situation fut reconnue et communiquée, dès le début, en toute transparence, en faisant appel à la coresponsabilité entre gouvernement et population. Angela Merkel l'exposa ainsi : « Il correspond à une démocratie ouverte que nous rendons transparente et expliquons les décisions politiques ». Pour sa part, Jacinda Ardern déclara « [...] aujourd'hui je vais vous exposer, aussi clairement que possible, à quoi s'attendre alors que nous continuons à combattre le virus ensemble ».

Aucune d'entre elles n'exhorta à entrer en guerre contre un ennemi invisible, au contraire, elles ont fait appel aux inquiétudes des citoyens. Merkel et Ardern ont été sensibles au désarroi, l'appréhension, la crainte face à la mort ou la disparition de leurs aîeux. La population fut exhortée à adopter un comportement sur la base de cette émotion

partagée. Merkel déclara que « notre idée de la normalité, de la vie publique, de la coexistence sociale, est mise à l'épreuve comme jamais auparavant. Naturellement, dans une telle situation, nous sommes tous pleins de questions et de préoccupations sur ce qui va arriver ». Ardern s'exprimait ainsi : « Je comprends que tous ces changements rapides créent de l'anxiété et de l'incertitude. Surtout quand cela signifie changer notre façon de vivre [...], mais nous savons comment nous réunir et prendre soin les uns des autres et en ce moment, quoi de plus important que cela. Merci pour tout ce que vous allez faire. Soyez forts, gentils et unissez-vous contre la COVID-19 ».

Rien de plus éloigné de la posture du leader parlant au nom du peuple, qui sait mieux que personne, ou du général appelant ses troupes au combat. Il s'agit plutôt d'un guide qui partage avec ses concitoyens les mêmes malaise et anxiété, mais comprend le chemin à suivre et demande à la population de l'accompagner. L'attitude adoptée par ces dirigeantes crée une atmosphère de confiance dans les mesures recommandées et rend inutiles les actions autoritaires. En revanche, la méfiance générée à Wuhan par la tentative de faire taire les médecins qui ont averti de l'existence d'une maladie inconnue, ainsi que la nature propre du régime, conduisit le gouvernement chinois à imposer des mesures extrêmement autoritaires. De même, dans les pays avec des gouvernements populistes qui, au début, ont ignoré la gravité de la situation, les mesures prises se sont montrées moins efficaces ; ils échouèrent à contrôler la pandémie et, par conséquent, les dirigeants furent fortement discrédités et

perdirent une grande partie de leur soutien populaire.

La contrepartie de l'autorité, cette fois depuis la perspective des citoyens, est la culture politique démocratique ou civique qui, pour Tocqueville, était l'essence de la démocratie. Il écrivit que les habitudes que les citoyens acquièrent lorsqu'ils vivent dans une démocratie sont plus importantes que les lois elles-mêmes. La démocratie est en fait une tautologie : elle dépend de l'existence des démocrates. Des lois ne peuvent être imposées qu'aux individus qui sont disposés à les suivre, sinon, un policier (non corrompu) est nécessaire derrière chacun d'eux.

Dans les cas en question, l'autorité et la culture civique ont rendu inutile l'imposition de sanctions pour garantir les mesures d'isolement, de distance sociale réglementaire, ou du port des masques. À Taïwan, en Allemagne, en Nouvelle-Zélande et au Danemark, ces mesures ont été mises en œuvre sans amendes ni arrestations. Il ne fut pas non plus requis de stopper intégralement l'économie, comme dans la plupart des autres pays. En effet, dans quelques pays, il existe une culture démocratique ou civique qui limite l'individualisme, qui pousse les personnes à penser aux autres, au bien commun. À Taïwan (comme dans toute l'Asie du Sud-Est et au Japon), l'utilisation fréquente de masques est un exemple de culture civique, utilisés non seulement pour prévenir les infections, mais, surtout, éviter d'infecter les autres en cas de maladie ; sortir en public sans masque alors qu'on couve une maladie ou lors d'une épidémie est perçu comme un désintérêt envers les autres.

Une dernière caractéristique de ces pays concerne le leadership en lui-même, le fait qu'ils sont dirigés par des femmes. Les dirigeantes ont montré qu'elles ne cherchaient pas à établir un arbitrage « utilitaire » entre la vie et l'économie, qu'elles donnaient la priorité absolue à la première. Une attitude qui, comme l'affirme Habermas dans un interview au Monde, devrait être l'axiome absolu de tout gouvernement : « Les droits fondamentaux interdisent aux institutions étatiques toute décision qui s'accommode de la mort de personnes physiques ». Merkel, Arden, Tsai, Marin ont basé leur politique sur cette idéologie ; Merkel déclara que les malades et les morts « [...] ne sont pas des chiffres abstraits dans une statistique, mais un père ou un grand-père, un couple. Ce sont des personnes, et nous sommes

une communauté dans laquelle chaque vie et chaque personne compte ».

Il est aventureux d'anticiper sur quelle voie transitera la politique dans le monde au-delà de la pandémie, surtout face à l'aggravation de l'actuelle crise économique. Cependant, il est important de mettre en évidence qu'il existe d'autres alternatives au contrôle croissant de l'État à la chinoise ; à l'emprise des entreprises technologiques de l'information ; et à l'irresponsabilité des dirigeants populistes. Ces alternatives reposent sur une politique démocratique qui trouve ses bases sur l'autorité et la responsabilité. Si cette prise de conscience parvient à gagner suffisamment de citoyens, il serait peut-être possible de réussir l'immunité collective au virus que représente la politique autoritaire et populiste